

Pourquoi l'hostilité aux Gafam monte partout dans le monde



L'affaire Christchurch en Nouvelle Zélande a aggravé les accusations contre les réseaux sociaux, confrontés de plus en plus à des pressions fiscales, politiques et culturelles.

Avec Jean-Marc Sylvestre

La plupart des grandes démocraties (mais pas seulement) se préparent à faire la guerre aux grands réseaux sociaux, sans être sûres de la gagner.

L'affaire Christchurch en Nouvelle Zélande a encore aggravé les accusations contre les réseaux sociaux. Qu'un terroriste d'extrême droite puisse tuer de sang-froid 50 hommes, femmes ou enfants est déjà invraisemblable, mais qu'il puisse en plus filmer son crime et diffuser son entreprise abjecte en direct sur Facebook pendant plus de 17 minutes et cela dans le monde entier, est insupportable. Le plus célèbre des scénaristes de Los Angeles spécialisé dans la science-fiction, s'il avait imaginé une telle horreur, aurait forcément été censuré par ses producteurs.

Dans l'affaire Christchurch, Facebook n'a rien fait pour prévenir le crime et, en allègrement autorisant de distribuer les images en direct, a semé les germes de l'épouvante. Mark Zuckerberg, le président de Facebook, n'a même pas eu un mot d'excuse auprès de ses utilisateurs (pas moins d'un milliard), tout juste quelques lignes de compassion à l'adresse des victimes et de leur famille, mais rien sur le rôle du réseau quant à la diffusion d'une telle haine.

Facebook est évidemment dans le collimateur de toutes les églises, les associations de bienveillance humaine et les gouvernements angoissés par tant de cynisme. Mais Facebook n'est pas le seul réseau ainsi critiqué pour sa violence systémique.

Twitter, Google, Facebook, Instagram, Youtube. Tous les réseaux sociaux sont désormais montrés du doigt.

Leurs moyens financiers alimentent toutes leurs ambitions. Avec, pour chacun des GAFA une capitalisation proche des 1000 milliards de dollars, ils ont tous les moyens d'acheter n'importe quelle entreprise, et même n'importe quel gouvernement pour étendre leur zone d'influence.

Les moyens commerciaux leur permettent de drainer 50 % des budgets de publicité pour les produits et les services de grande consommation.

Quant à leur puissance politique, elle devient considérable, puisque ces entreprises franchissent les frontières, se défient des nations et des gouvernements.

Alors que les réseaux sociaux ont été très présents dans la campagne électorale pour le Brexit en orchestrant des manipulations d'opinion, on sait que l'élection de Donald Trump a été, elle aussi, très aidée, sans parler de la dernière élection au Brésil.

Dans son livre *Comptes à rebours* qui ressort en poche cette semaine aux Editions Pluriel, Hubert Védrine, l'ancien ministre des affaires étrangères, explique que "le monde est difficile à comprendre depuis la chute de l'URSS. Le monde bipolaire (l'Est d'un côté et l'Ouest de l'autre) a laissé la place à un monde multipolaire dont le fonctionnement s'avère aujourd'hui proche du chaos. La mondialisation et l'adhésion à l'économie de marché pour tout le monde n'a pas réussi à mettre beaucoup d'ordre sur la planète. » C'est d'autant plus vrai que nous sommes confrontés à des extrêmes graves auxquels on ne sait pas répondre.

Quoi faire et comment faire pour accélérer la mutation écologique ?

Quoi faire et comment faire pour contrôler et gérer les flux migratoires et la démographie ?

S'ajoute à ces grands risques de crise l'émergence des grands du numérique.

Les plateformes numériques s'adressent directement à l'individu. Elles dissolvent le collectif, traversent les frontières, ignorent les Etats et leur règlement.

En fait, Gilles Babinet, spécialiste de l'économie numérique à Bruxelles, pose le problème très clairement quand il explique que "**Larry Page, le fondateur de Google, ne s'exprime jamais en public. Il ne le fait pas parce que c'est un libertaire, il sait que ses idées sont très à la mode dans la Silicon Valley mais qu'il est détesté ailleurs.** Larry Page - et beaucoup de ses confrères - sont des ultralibéraux diront certains, mais ça va au-delà parce qu'ils combattent l'Etat et refusent tout collectivisme".

Beaucoup d'acteurs du monde numérique considèrent que si les Etats ne reprennent pas la main, ces Etats seront condamnés. Or "les Etats sont producteurs de règles qui permettent de vivre ensemble". Toutes les grandes démocraties sont en risque, même un pays plus autoritaire comme la Russie n'est pas épargné. Même la Chine, qui, pour se protéger essaie de développer son propre modèle numérique pour s'en servir comme bouclier. Cela dit, à terme, rien n'est sûr.

Le plus grave, ce sont les personnels politiques qui ne croient pas à ce danger qui menace l'existence des vieilles démocraties. Ils attribuent la manipulation des opinions et la montée des populismes aux conséquences de la mondialisation économique. Aux délocalisations et aux transferts de responsabilités et de richesses. En réalité, ces dysfonctionnements sont amplifiés par les algorithmes qui coagulent les opinions.

Les hommes politiques sont assez peu formés à toutes ces techniques et vénèrent encore le succès financier de cette économie.

Le monde américain ne bouge pas trop parce qu'il croit à tort que **ces entreprises portent les valeurs traditionnelles de l'Amérique. Il se trompe, le numérique porte les valeurs de ses dirigeants.**

Les gouvernements sont par ailleurs assez paralysés par "le chantage social à l'emploi". Les entreprises du numérique répondent aussi à une demande. Elles sont prescriptrices de progrès individuels et d'emplois, donc de pouvoir d'achat.

En l'absence de concurrence européenne, il n'y a guère de solutions. On a bien vu la difficulté des gouvernements européens pour faire appliquer la taxe Gafa, c'est à dire exiger que ces grandes entreprises paient une part des frais de fonctionnement des marchés sur lesquels ils font leurs profits.

Bruno Le Maire a été courageux d'aller seul jusqu'au bout de sa logique de taxer les Gafa. **Personne ne doute qu'il faudra un jour ou l'autre généraliser cette taxe dans le monde entier, mais pour l'instant, la majorité des gouvernements préfère balayer ces problèmes et les cacher avec la poussière sous les tapis de la démocratie.**

Sur le plan purement juridique, **les élites américaines se rassurent en vérifiant que leurs législations anti trust qui avait fonctionné au début du siècle dernier pour étouffer la dérive monopolistique des grands pétroliers sont encore solides.** Mais le temps presse, comme l'écrit si bien Hubert Védrine dans son essai *Compte à rebours*.